

Commune de
MONTELIER
Servitudes d'Utilité Publique

Catégorie	Gestionnaire	Description	Type de l'acte	N° de l'acte	Date de l'acte	Observation
A4	Direction Départementale des Territoires SEFEN	<i>Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau: Le Guimand, La Limassole, le ruisseau des Chitouses</i>	Arrêté Préfectoral	5121	2 décembre 1968	
AS1	Agence Régionale de Santé Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	<i>Protection du forage des Bayardières.</i>	Arrêté Préfectoral	4654	14 juin 1988	
I1	Société du pipeline Sud-Européen	<i>Pipe-line Sud Européen</i>	Décret		18 décembre 1970	
I1	Société du pipeline Méditerranée-Rhône	<i>Pipe-line Méditerranée-Rhône</i>	Décret		8 mai 1967	
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	<i>Déviation Artère Fos/Tersanne DN 600</i>	Convention		17 juillet 1995	traversée ligne TGV
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	<i>Antenne de VALENCE DN 150</i>	Arrêté DUP		15 mars 1971	
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	<i>Canalisation FOS - TERSANNE DN 600</i>	Arrêté DUP		15 mars 1971	
I4	RTE (Réseau de Transport d'Électricité) TERAA GIMR	<i>Ligne 2 circuits 400 kv LE CHAFFARD - COULANGE et BEAUMONT-MONTEUX - COULANGE 2</i>	Arrêté ministériel DUP	3371	30 juin 1982	
PT3	FRANCE TELECOM Direction régionale Drôme-Ardèche	<i>Câble PTT n° 437 Marseille - Lyon, Tronçon 03 Grillon - Romans/Isère</i>	Arrêté Préfectoral	5563	10 octobre 1983	
T1	SNCF	<i>Ligne T.G.V.</i>	DUP		31 mai 1994	

Département de la Drôme

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

Commune de
Montéliér

PLU en révision

Servitudes d'Utilité Publique

Date de prescription :	09/01/2012
Date d'approbation :	18/12/2007



Direction
Départementale des
Territoires de
la Drôme

Service Aménagement du Territoire et Risques
Pôle Aménagement

Plan 0260 le
24-04-2013

Echelle:
[indiquée sur le plan]

Servitudes d'utilité publique :

- A4 : Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du fil de ses cours d'eau
- I1 : Servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression
- I3 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz
- I4 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - données RTE 2012
- T1 : Servitudes relatives aux chemins de fer
- PT3 : Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques
- AS1 : Servitudes résultant de l'installation de périmètres de protection des eaux potables
- Périmètre de Protection Immédiate
- Périmètre de Protection Rapprochée
- Périmètre de Protection Éloignée

15 - Avertissement du gestionnaire GRT gaz :
Edition graphique issue d'un plan de détail informatisé qui peut être modifié sans préavis,
elle ne peut être reproduite ni communiquée à des tiers ni utilisée à des fins commerciales sans autorisation spécifique de GRT gaz.
La position mentionnée ne permet pas la localisation précise sur le terrain des canalisations.
Pour tous travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel, il est nécessaire d'effectuer auprès de GRT gaz une demande de renseignement
ou une déclaration d'intention de commencement de travaux conformément au décret 91-1147 du 14 octobre 1991.

Limites administratives et naturelles

- Commune
- Section cadastrale
- Cours d'eau, plan d'eau

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DE L'ACTION ECONOMIQUE
DES AFFAIRES FINANCIERES
ET DU CONTROLE

5ème Bureau

ARRÊTÉ N° 2799 ^{LS}

JS/CD

Le Préfet
Commissaire de la République
du département de la Drôme,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles
L 111.1-1, L 111.1-4, R 111.3-1, et R 111.13 ;

VU la Directive d'Aménagement National approuvée par le
décret n° 77-1.066 du 22 septembre 1977 et relative à la construction
dans les zones de bruit des aérodromes, modifiée par le décret n° 81-333
du 12 mai 1981 ;

VU la circulaire n° 81-75 du 13 août 1981 commentant la
Directive d'Aménagement National précitée ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs
des Commissaires et à l'action des services et organismes publics de
l'Etat dans les départements ;

VU la circulaire n° 84-87 du 26 décembre 1984 portant appli-
cation de cette Directive ;

VU la lettre de M. le Directeur départemental de l'Équipement
de la Drôme du 11 avril 1985 ;

SUR la proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

A R R Ê T É

ARTICLE 1er - Est approuvé et rendu disponible pour l'application de la
Directive d'Aménagement National approuvée par le décret n° 77-1.066 du
22 septembre 1977 susvisé, modifié, le plan d'exposition au bruit des
aéronefs de l'aérodrome de Valence - Chabeuil portant le n° STBA/EGU 50 D
et annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Ce plan pourra être consulté dans :

- 1°) les locaux de la Préfecture de la Drôme de 9 heures à 12 heures et
de 14 heures à 16 heures ;
- 2°) les locaux de la Direction départementale de l'Équipement de la Drôme
de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Drôme et le Directeur départemental de l'Équipement sont chargés chacun en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du département, et dont ampliation sera adressée aux maires des communes de Valence, Chabeuil et Malissard.

Fait à Valence, le 5⁷ JUIL 1985

Pour ampliation
L'Antoine, Chef de Service



A SAUJ

Le Préfet, Commissaire
de la République,

Par délégiton
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Michel DELIGNAT-LAVALD

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DES AERONEFS

Aérodrome de VALENCE CHABEUIL

Octobre 1975
S.T.B.A./E.G.U./50/D

Echelle: 1/25 000

INDICATIONS GENERALES SUR LA NATURE ET LA SIGNIFICATION DU PLAN

1. HYPOTHESES DE BASE

- L'aérodrome est supposé réalisé suivant les dispositions figurant au plan.
- Le trafic est celui escompté aux alentours de l'année 1975, soit environ:
 - 7 000 mvt/an d'aviation commerciale,
 - 49 000 mvt/an d'aviation générale,
 - 12 500 mvt/an d'aviation militaire.
- Les avions et les moteurs sont de types connus ou actuellement projetés
- Les trajectoires des avions suivent les procédures actuellement prévues
- Les conditions atmosphériques sont standard et le vent nul

2. METHODE DE CALCUL ET RESULTATS

- Elle est basée sur la détermination, en chaque point du sol environnant l'aérodrome, d'un "indice isopsophonique" N représentant le niveau d'exposition totale au bruit des avions. La valeur de N et, par conséquent, la gêne, décroissent de façon continue lorsqu'on s'éloigne de l'aérodrome.

- L'environnement est partagé en quatre zones d'exposition décroissante au bruit :

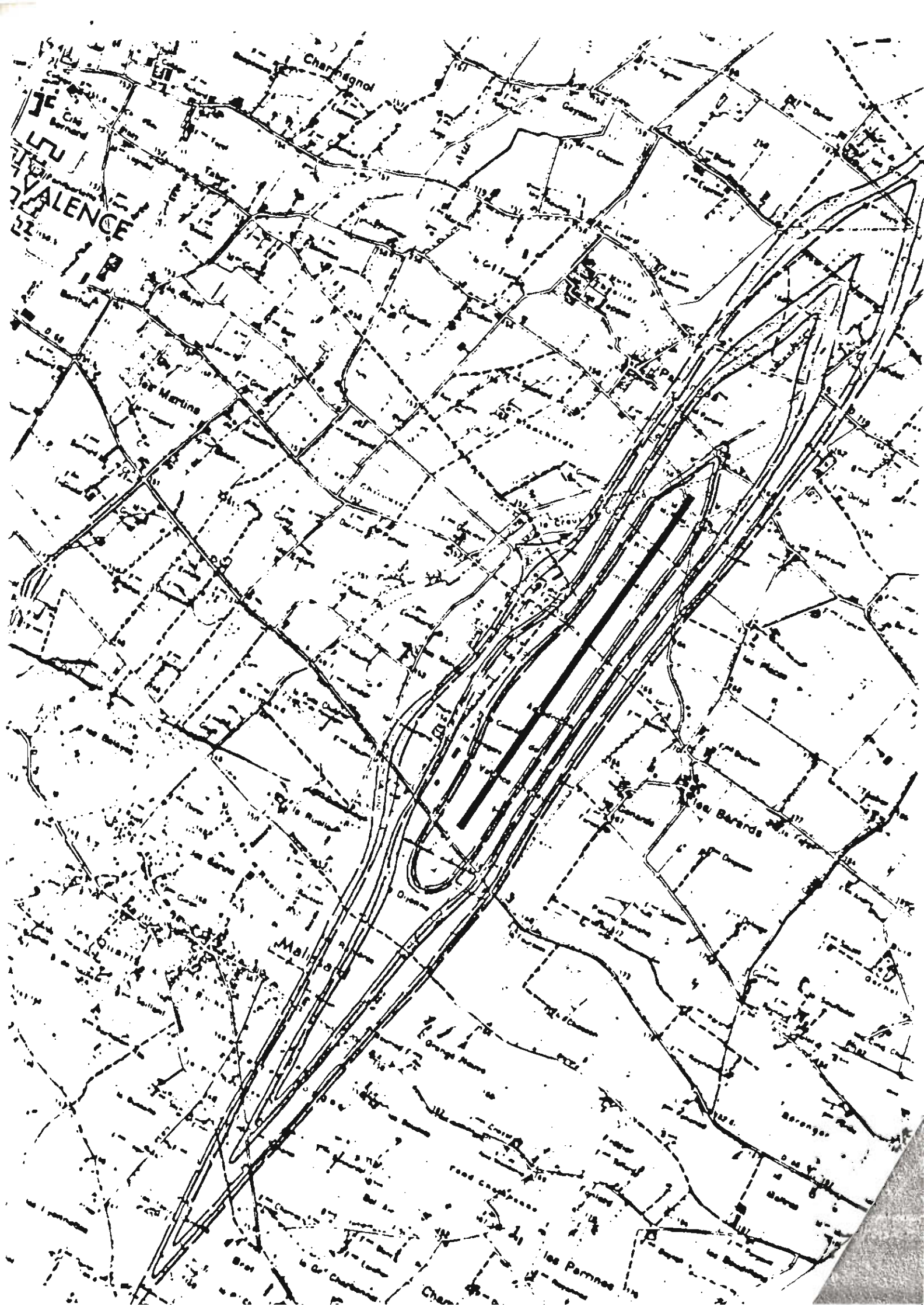
- | | |
|-------|--|
| ===== | - zone "A" où N est supérieur à 96 |
| ===== | - zone "B" où N est compris entre 89 et 96 |
| ===== | - zone "C" où N est compris entre 84 et 89 |
| | - extérieur de la zone "C" où N est inférieur à 84 et continue à décroître |

3. SIGNIFICATION DU PLAN

En raison des incertitudes sur diverses hypothèses, des variations dans les conditions de propagation et de réception du son et des approximations inévitables dans une méthode de calcul intégrant des sons de nature très variée, le zonage ainsi déterminé est APPROXIMATIF.

Cette approximation est traduite par des grisés représentant des incertitudes sur les limites des différentes zones.

Le présent document est essentiellement destiné à faciliter la tâche des services Organismes et Collectivités chargés d'appliquer la circulaire du 30 Juillet 1973.





PREFECTURE DE LA DRÔME

ARRETE PREFECTORAL

Arrêté n° 04.0819 du 26/02/2004
portant approbation du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome
de Valence-Chabeuil.

Le Préfet de la Drôme

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 147-1 à L 147-8 et R 147-1 à R 147-11 portant dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 123-1 à L 123-16, L 571-11 et L 571-13 ;

Vu le décret n° 87-339 du 21 mai 1987 définissant les modalités de l'enquête publique relative aux plans d'exposition au bruit des aérodromes ;

Vu le décret n° 87-341 du 21 mai 1987 relatif aux commissions consultatives de l'environnement des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit et des plans de gêne sonore des aérodromes et modifiant le code de l'urbanisme ;

Vu le plan d'exposition au bruit en vigueur approuvé et rendu disponible par arrêté préfectoral n° 2799bis du 1^{er} juillet 1985 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04-4799 du 13 octobre 2004 portant composition de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil sur le choix des indices délimitant les zones B et C en date du 17 mai 2005 ;

Vu le projet de Plan d'exposition au bruit ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05-2548 du 16 juin 2005 prescrivant la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Valence-Chabeuil ;

Vu les avis des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil sur le projet de plan d'exposition au bruit en date du 10 novembre 2005 ;

Vu l'enquête publique conduite du 4 septembre 2006 au 4 octobre 2006 ;

Considérant l'intérêt pour l'agglomération de Valence et sa région de disposer d'un aérodrome et les hypothèses de développement de cet aérodrome ;

Considérant la nécessité de limiter l'installation de populations nouvelles dans des zones qui sont ou seront exposées au bruit ;

Considérant que le plan d'exposition au bruit en vigueur nécessite d'être révisé pour prendre en compte les nouvelles dispositions fixées par le décret du 26 avril 2002 introduisant notamment un nouvel indice, le L_{DEN} et fixant la valeur limite de la zone D, lorsqu'elle existe ;

Considérant que le choix des indices L_{den} 62 et 55 pour les limites des zones B et C concilie les enjeux de développement de l'aérodrome et les enjeux d'urbanisme des communes concernées ;

Considérant que la mise en place d'une zone D permettra une bonne information des nouveaux arrivants ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Valence-Chabeuil ci-annexé est approuvé.

ARTICLE 2 : Les communes concernées sont Chabeuil, Malissard, Montélier et Valence.

ARTICLE 3 : Le plan d'exposition au bruit est composé de :

- un rapport de présentation du projet de plan d'exposition au bruit,
- une carte à l'échelle 1/25000^{ème} du projet de plan d'exposition au bruit

ARTICLE 4 : Les indices L_{den} définissant les limites extérieures des zones B et C sont fixés respectivement à 62 et 55.

ARTICLE 5 : Le plan d'exposition au bruit comporte une zone D.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

Il sera notifié avec le plan d'exposition au bruit annexé aux maires des communes citées à l'article 2

Ces documents seront tenus à la disposition du public dans chacune des mairies de ces communes et à la préfecture.

Mention des lieux où ces documents peuvent être consultés sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département et affichée dans les mairies citées ci-dessus.

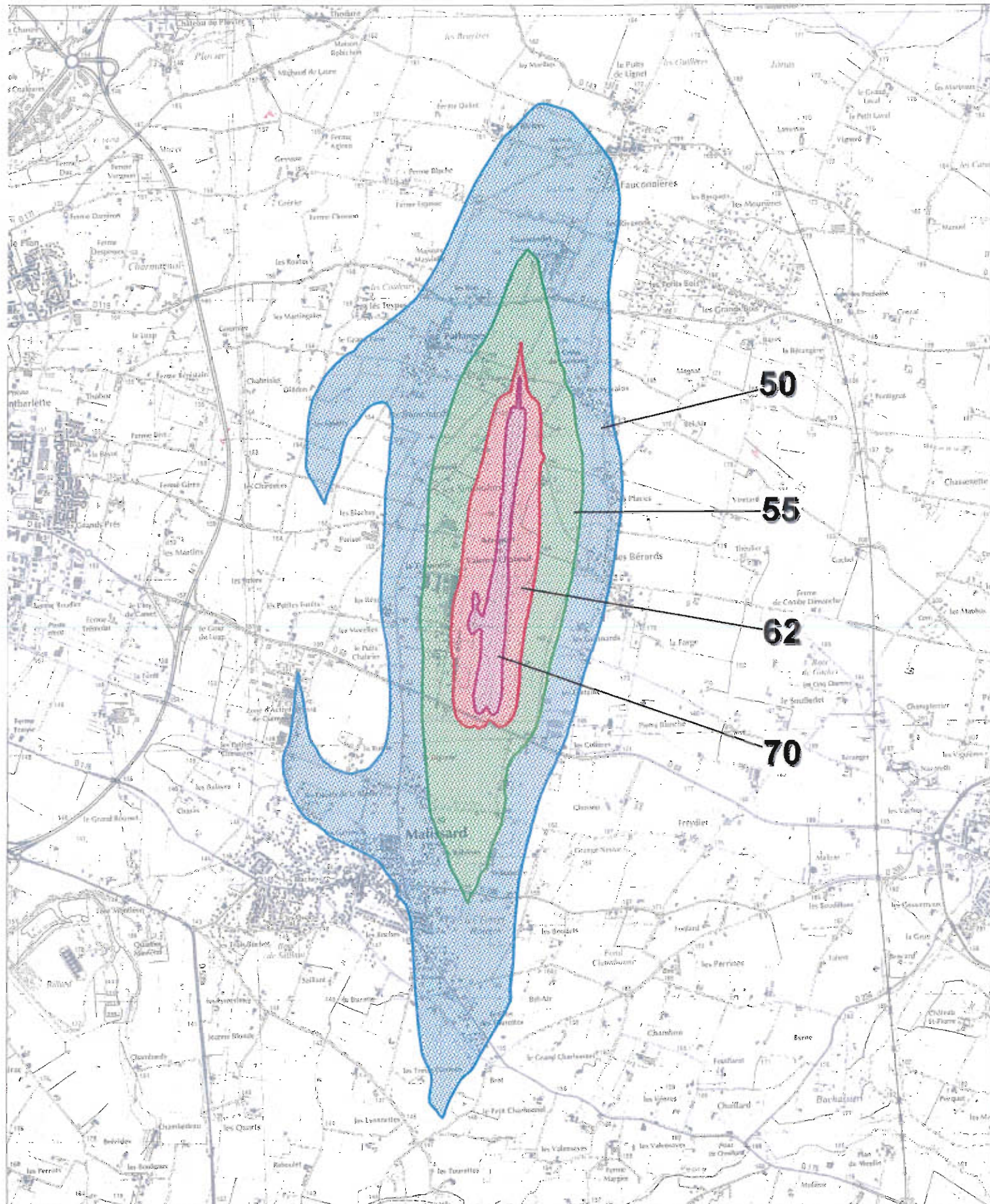
ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur de l'aviation civile Centre-Est, le directeur départemental de l'équipement de la Drôme, les maires des communes citées à l'article 2 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence le 26/02/2007

Le Préfet de la Drôme



Jean-Claude BASTION



Aérodrome de Valence Chabeuil **Plan d'exposition au bruit**

Echelle : 1/25000

Service Spécial des Bases Aériennes Sud-Est
 Département Technique Régional

1 rue Vincent Auriol BP 60761 13625 Aix en Provence Cedex 1

Zones	A	B	C	D
Indices (Lden)	70	62	55	50

Plan n° PPEB/SSBA-SE/LFLU/1
 Mai 2005



LFLU-PPEB-010205

© IGN - scan 25



SOCIETE DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE

Paris, le 5 mars 2012



MAIRIE DE MONTELIER
10 AVENUE DU VERCORS
26120 MONTELIER

A L'ATTENTION DE MADAME DELPHINE RUCHON

DIRECTION GENERALE
7-9, rue des Frères/Morane
75738 PARIS CEDEX 15
Téléphone : 01 55 76 84 30
Télécopie : 01 55 76 84 38
www.spmr.fr

N. Ref. : MM/DR 12-1528

N. Ref. : MF/196

Objet : *révision du PLU*
Commune de MONTELIER

Madame,

En réponse à votre demande nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint un plan au 1/25000 du tracé de notre pipeline d'intérêt général dans la commune de MONTELIER.

Conformément aux dispositions de la circulaire BSEI n°254 du 4 août 2006, relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses, la DREAL Rhône-Alpes a reçu copie de notre Etude de Sécurité, réalisée en application des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006.

Nous vous invitons donc à prendre contact avec la DREAL, qui est seule compétente pour vous communiquer les distances d'effet résultant de la présence de notre ouvrage à intégrer au PLU des communes concernées ainsi que les restrictions d'usage des sols, telles que résultant des servitudes d'utilité publique dont SPMR est titulaire en vertu des dispositions du décret n°59-645 du 16 mai 1959.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire qui vous semblera utile et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre meilleure considération.

Myriam Françoise
gestionnaire domanial

Société du Pipeline Méditerranée-Rhône

commune de **MONTELIER**
(26120)

Echelle : 1/25000

Edité le : 09/03/2012



Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de pipelines de SPMR ni de s'affranchir des obligations réglementaires relatives aux interventions à proximité d'ouvrages souterrains de transport, notamment le décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au guichet unique créé en application de l'article L. 554-2 du code de l'environnement et le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Sources :

©IGN-BD TOPO® 2009

©IGN-SCAN 25® 2010

©IGN-POINT ADRESSE® 2009

